

LE DÉSASTRE DE BALI

Ce dernier 14 décembre la conférence de Bali sur le climat, organisée sous les auspices de l'ONU, s'est achevée sur un échec. L'objectif était de préparer un nouvel accord international dans le prolongement du protocole de Kyoto valide jusqu'en 2012. La Conférence de Bali a échoué, mais elle a échappé cependant au désastre total, dans une savante mise en scène, par une concession tardive et inespérée des États-Unis : celle d'accepter de se revoir plus tard. Se trouvaient là les représentants de 180 états avec leurs suites, les scientifiques, les activistes environnementaux, les journalistes, au total 10000 à 15000 participants, personne n'a vraiment vérifié. Chacun a pu suivre l'événement en direct à la télévision, et ainsi voir le secrétaire général de la convention des Nations Unies pour le changement climatique fondre en larmes, le délégué d'un état d'Asie du sud-est injurier la représentante des États-Unis et se faire applaudir, et d'autres scènes pittoresques sur fond de foule hurlante et menaçante. C'était vraiment grandiose.

Pour mesurer la portée de l'événement il faut revenir en arrière. Dans les deux dernières décennies du 20^{ème} siècle la communauté internationale s'est à juste titre préoccupée d'une élévation significative des températures moyennes du globe depuis le début des années 1980, et de la densité croissante et concomitante du CO2 dans l'atmosphère (et d'autres gaz à effet de serre d'ailleurs mais le débat s'est focalisé sur le CO2). Les états se sont réunis à plusieurs reprises sous l'égide de Nations Unies mais l'acte fondateur d'une véritable concertation transnationale a été l'élaboration en 1997 du célèbre protocole de Kyoto qui s'est depuis transformée en emblème des vertus écologiques. Il y a eu plusieurs grand messes climatiques entre Kyoto et Bali, à Rio, au Cap, à Montréal, et ailleurs, mais aucune n'a laissé de souvenir impérissable. Le principe de Kyoto est que chaque pays industrialisé s'est engagé à limiter ses émissions, avant 2012, à un certain niveau par rapport à celui observé en 1990. Les pays en voie de développement, plus le Japon, ont pris l'engagement de restreindre leurs émissions mais sans objectifs chiffrés. Les États-Unis, la Chine et l'Inde qui ensemble sont responsables de plus des deux tiers des émissions de la planète n'ont pas ratifié le protocole ce qui réduit singulièrement sa portée et lui confère un caractère avant tout symbolique.

Simultanément les signataires ont élaboré un étonnant mécanisme qui autorise un état à piloter des projets « vertueux » dans un autre pays, et à s'attribuer les économies correspondantes d'émissions, ou bien à les acheter. Nom de baptême : « Clean Development Project » ou CDS pour faire court. Ainsi espérait-on les objectifs seraient atteints sans douleurs insupportables. Un marché du carbone dont les cours sont déterminés par l'offre et la demande permet de valoriser les transactions. C'est un « produit » financier comme un autre. Le cours de la tonne de CO2 s'est d'abord envolé. Des milliards de dollars ont changé de main sans qu'aucune baisse des émissions ait été observée. Puis les cours se sont effondrés faute d'acheteurs. On explique de plusieurs façons l'échec du système,

d'abord par son inefficacité structurelle. En effet à des émissions virtuelles, auxquelles on concède une valeur parce que précisément elles n'existent pas, on substitue des émissions bien réelles. Ensuite parce que les dotations en droits d'émissions auraient été trop généreuses, et on n'aurait plus besoin d'en acheter même sur un marché déprimé. La vérité probable est que personne ne veut plus s'engager sur la pérennité d'un montage aussi « tordu », d'autant plus qu'on ne sait pas ce qui fera suite au protocole de Kyoto en 2012. Le montage est immoral de surcroît : polluez autant que vous voulez, si bien sûr vous avez les moyens de payer. Les papes du 16^{ème} siècle, qui avaient besoin d'argent, y avaient déjà pensé : ils vendaient des indulgences.

L'échec de Bali est révélateur de l'invraisemblable désordre dans lequel s'est enlisé le débat environnemental. Le désordre depuis quelques années est entretenu par des médias hystériques qui surfent sur la vague très porteuse du catastrophisme. Nous en sommes abreuvés tous les jours dans la presse écrite et les journaux télévisés qui ne reculent devant aucune énormité. Toute circonstance météorologique qui s'écarte un tant soit peu des « normales saisonnières » est immédiatement mise en scène et attribuée au réchauffement climatique. Pour la très grande majorité du public victime de ce matraquage, en France et ailleurs, les choses sont simples et délicieusement effrayantes : la température moyenne du globe va augmenter de 6 ou 7° C avant la fin du siècle, le niveau des mers va augmenter de plus de 7 mètres parce que les pôles sont en train de fondre, le gulf stream va s'arrêter (ce qui devrait d'ailleurs refroidir l'Europe mais on ne s'arrête pas sur ce détail), Amsterdam sera submergée ainsi que Londres et New York, les ours polaires seront noyés, des îles de rêve vont disparaître, et les stations de moyenne montagne n'auront plus de neige. Les scientifiques sont unanimes ajoute-t-on, et ils ne peuvent pas se tromper parce qu'ils ont de puissants ordinateurs. Et tout cela par la faute de qui? Mais de ces salauds d'Américains bien sûr puisqu'ils n'ont pas ratifié Kyoto. Ce sont là des débordements regrettables, aux confins de la bêtise, et leur outrance même porte atteinte à la crédibilité de scientifiques sincères dans leurs avertissements. Il en existe.

Le GIEC, à dessein ou non, fournit aux médias déchaînés une sorte de caution morale. Le GIEC est un collège de scientifiques de toutes les disciplines relatives au climat et à son évolution. Il a été constitué en 1987 par l'Onu à la demande du G7, parce que d'innombrables « groupes de chercheurs » émoustillés par l'élévation observée depuis quelques années des températures moyennes, émettaient les hypothèses le plus extravagantes, soit dans le sens du catastrophisme, soit au contraire dans le sens du scepticisme. Les plus redoutables sévissaient dans les petites universités américaines. Celles-ci avaient besoin d'argent et de notoriété qu'elles trouvaient dans leurs équipes de football, ou dans la publication de leurs travaux par des revues scientifiques prestigieuses comme *Science* ou *Nature*. Le phénomène hélas perdure. Bien normalement on ne savait plus à quels saints se vouer et le GIEC a reçu mission de discipliner la recherche, de valider les études, et d'émettre des avis qui seraient alors considérées comme indiscutables.

La démarche était justifiée. Or le GIEC fait l'objet de vives critiques. Détenteur de la vérité absolue selon les uns, il tenu par d'autres pour une association quasi mafieuse au service d'une idéologie suspecte. Le débat est d'une étonnante violence. On se traite mutuellement d'imbécile et on se donne des noms d'oiseaux. Or parmi les dissidents figurent des poids lourds tels Richard Lindzen, Björn Lomborg ou notre Claude Allègre national. Il est tout de même audacieux de les traiter d'imbéciles. On reproche plus spécifiquement au GIEC d'être forcément unanime dans ses déclarations puisque ceux qui ne sont pas d'accord sont exclus du club, et de faire un usage immodéré de la modélisation numérique. Ce dernier point mérite attention. La modélisation en effet a de grands mérites mais elle a aussi le défaut d'exonérer de réfléchir. De nombreux spécialistes affirment qu'elle est inapplicable sur le long terme. Les modèles en effet pour fonctionner génèrent automatiquement les données manquantes, ou substituent au données « anormales » des valeurs plus dociles. Le simple bon sens suggère que sur une période d'un demi siècle et à plus forte raison d'un siècle la seule certitude qu'on puisse avoir sur l'aboutissement d'un modèle est qu'il est faux. Les méthodes numériques utilisées en météorologie par exemple, très performantes sur quelques jours, ou même quelques semaines en améliorant la densité et la qualité des observations, ne sont pas transposables sur les périodes longues.

Le GIEC publie périodiquement un « *assessment report* » qui fait le point de ses travaux, avec une version simplifiée d'une trentaine de pages « à l'attention des décideurs » sans doute présumés scientifiquement incultes. Le plus récent (novembre 2007) était sur le pupitre des conférenciers de Bali. Les médias ont clamé que le GIEC avait aggravé ses prévisions et annoncé la catastrophe imminente. A l'évidence les journalistes et éditorialistes n'ont pas lu le rapport. C'est un document instructif qui balaye quelques jugements malveillants qu'on pouvait porter sur l'organisation. D'abord les scientifiques sont loin d'être unanimes comme l'attestent les formulations ambiguës ou embarrassées. Les divergences ne sont pas dissimulées, par exemple sur la relation éventuelle entre réchauffement et cyclones tropicaux, ou sur la fusion redoutée du glacier groenlandais, ou bien encore sur le fort réchauffement en Europe et dans l'arctique aux 12^{ème} et 13^{ème} siècles qu'on ne pouvait pas attribuer à l'activité industrielle d'homo sapiens. Ensuite le GIEC n'affirme rien, mais présente plusieurs familles de modèles chacune liée à un scénario, du plus vertueux (mise en œuvre d'une gouvernance mondiale climatiquement responsable) jusqu'au plus laxiste (*business as usual*). Les médias bien entendu n'ont retenu que le modèle le plus extrême du scénario le plus extrême. Le GIEC de plus fait preuve d'une étonnante humilité. Un tableau schématise le niveau des connaissances de chacun des facteurs contribuant à l'élévation des températures. Ainsi la connaissance des émissions de CO2 est qualifiée d'« élevée », mais celle de la dégradation de la biosphère n'est que « moyenne à faible », et celle de la nébulosité seulement « faible ».

Le GIEC et sa maison mère le PNUE (Programme des Nation Unies pour le Développement) ont programmé une « année polaire » (en fait 2008 et

2009) pour étudier avec de très gros moyens les évolutions climatiques et glaciologiques dans l'arctique. C'est une démarche appropriée. Le continent antarctique en effet quoique qu'on nous dise est toujours aussi froid, et on n'observe pas de variations thermiques vraiment significatives aux latitudes intermédiaires. Mais la calotte glacière arctique se réchauffe. En soi ce n'est peut-être pas si grave que cela, mais la circulation atmosphérique qui commande le climat fonctionne comme un moteur thermique entre une source chaude et une source froide. Si la source froide se réchauffe alors le moteur se dérègle et c'est cela qui est inquiétant. Il serait utile en effet de savoir pourquoi.

La conférence de Bali a échoué en premier lieu parce qu'au souci vertueux de la protection de l'environnement, se sont substitués des affrontements stratégiques, politiques, économiques ou idéologiques qui nous emmènent très loin de la qualité de vie des ours polaires. On n'imagine pas aujourd'hui un candidat à la magistrature suprême dans aucun pays occidental qui ne placerait pas la lutte contre le réchauffement climatique en tête de ses promesses électorales. Les industriels par définition pollueurs ont bien vu le gisement de profits que recèlent les énergies dites « vertes » ou « renouvelables ». Dans les images publicitaires les compagnies pétrolières ne nous montrent plus des plateformes de forage, mais des champs de colza.

Les États-Unis sont en pleine effervescence électorale. Le président Bush ne fait pas mystère de son scepticisme ou pour le moins de sa réserve à l'égard du catastrophisme climatique. Il a néanmoins concédé aux producteurs de maïs du middle-west des subventions faramineuses, sous forte pression il est vrai des très puissants lobbies agricoles qui l'ont convaincu que les biocarburants permettront au pays d'être moins dépendant pour son approvisionnement énergétique de fournisseurs pas très sûrs et pas forcément amicaux. Il n'y a là dedans aucune trace de vertu écologique. Les « *challengers* » démocrates au contraire ont fait de la lutte contre le réchauffement climatique un cheval de bataille. Ils exploitent au maximum la réserve de Georges Bush sur ce sujet et ils sont parvenus à s'identifier comme les seuls défenseurs de l'environnement, les républicains « bushistes » étant au contraire les fossoyeurs de la planète. Il n'est pas certain qu'il y ait là beaucoup plus de vertu. C'est la première fois aux États-Unis qu'une campagne présidentielle s'appuie, avec la guerre en Irak, sur d'autres thèmes que les valeurs religieuses et morales. Mais une chose est certaine : démocrates ou républicains, les Américains n'accepteront aucune limitation de leurs émissions qui leur serait imposée par d'autres, et plus inacceptable encore, par l'ONU. L'ouragan Katrina s'est érigé en symbole de l'apocalypse annoncée ce qui est absurde, même les scientifiques « bien pensants » du GIEC en conviennent. Et puisque nos sommes aux États-Unis il faut parler d'Al Gore, un ancien vice-président démocrate qui a fait du réchauffement climatique son fonds de commerce. Il voyage, sollicité un peu partout pour des interventions fort bien rémunérées devant des auditoires qui frissonnent de peur. Al Gore est un imposteur génial et un acteur surdoué. Il a une maîtrise parfaite de toutes les techniques de la communication et de la désinformation. Son livre et son film, encensés par les médias, sont des chefs d'œuvre dans ces deux domaines, mais des

insultes à l'orthodoxie scientifique. Il s'est fait attribuer en 2007 le prix Nobel de la paix, conjointement avec le GIEC. C'est inquiétant, surtout pour le jury Nobel.

Les Canadiens et les Russes ont ratifié le protocole tardivement et en traînant les pieds. Les Canadiens avec le Japonais sont les derniers de la classe. Leurs émissions sont de 30% supérieures à ce qu'elles étaient en 1990, résultat probable de l'exploitation forcenée des schistes bitumineux. Mais ils s'accommodent fort bien de l'élévation des températures arctiques et du recul de la banquise d'été qui facilite l'accès à leurs ports septentrionaux. Le mode de vie traditionnel des Inuits ne préoccupe vraiment que les écolos bobos dans les quartiers branchés à Londres et à Paris. Les Russes comme les Canadiens s'accommoderaient bien d'un climat un peu plus chaud et de l'ouverture de leurs ports septentrionaux. Leurs performances en terme d'émissions ne sont pas connues parce que ce sont des gens un peu secrets comme chacun sait. De plus Canadiens et Russes fondent de grands espoirs sur les richesses minérales probables qui gisent sous la banquise arctique, qui seraient alors accessibles et dont ils s'estiment en grande partie propriétaires.

Chinois et Indiens refusent obstinément d'accepter quelque restriction que ce soit à leur fabuleux développement industriel à cause d'un dérèglement climatique dont ils ne se croient pas responsables. Brésiliens et Indonésiens, gardiens de plus grandes forêts tropicales du monde, ces fameux « puits de carbone », en sacrifient chaque année des millions d'hectares sur l'autel des biocarburants. On veut bien arrêter de brûler nos forêts disent-ils, si nous sommes financièrement compensés pour cela. Les pays d'Afrique subsaharienne eux aussi veulent des sous. Ils se considèrent comme les premières victimes des dérèglements climatiques qui rejoignent ainsi l'esclavage et le colonialisme dans le catalogue de leurs griefs. Le GIEC cependant révèle que les données climatiques relatives au continent africain sont insuffisantes pour soutenir cette affirmation.

L'Union Européenne entend parler d'une seule voix. Chaque pays membre a ratifié Kyoto individuellement puis l'Union pour mieux respecter collectivement les engagements a fabriqué en interne une usine à gaz appelée « European Emission Trading Scheme », ETS pour les intimes, en vigueur depuis 2005. Chacune des cinq industries réputées les plus polluantes (production d'énergie, cimenterie, chimie industrielle, papeterie et métallurgie) se voit attribuer un quota d'émissions exprimé en tonnes CO₂. Chaque état procède à la répartition entre ses entreprises nationales. En cas de dépassement l'entreprise est frappée d'une lourde amende. Elle pourrait payer l'amende mais elle ne le fait jamais (il est plus économique de « délocaliser » les excédents comme le font les ciments Lafarge par exemple), ou bien d'acheter des permis d'émissions d'une autre entreprise européenne qui ne ferait pas pleinement usage de ses quotas, ou bien encore d'acheter des permis d'émissions dans un autre pays aux conditions du marché dans le cadre du CDS de Kyoto. Les quotas attribués en 2004 et mis en œuvre en 2005 sont en cours de renégociation pour la période 2008-2012. Il est envisagé d'ajouter les transports à la liste des industries « privilégiées ».

La France est première de la classe, fait qui mérite d'être souligné parce que très rare. Elle a atteint ses objectifs de Kyoto mais c'est facile puisqu'ils étaient déjà atteints quand l'engagement a été pris. C'est le seul pays au monde qui affiche son attachement à l'énergie nucléaire, laquelle fournit 80% de sa consommation d'électricité. Les émissions de CO2 par tête d'habitant sont les plus faibles d'Europe. L'industrie automobile est concentrée sur les petites cylindrées économes en combustible. On voyage volontiers en TGV. En contrepartie les énergies dites « renouvelables », éolienne ou photovoltaïque, symboles partout ailleurs de l'engagement écologique, se développent peu parce qu'en France elles ne correspondent à aucun besoin. On voit cependant ici ou là pousser des parcs éoliens par effet de mode, sous la pression d'associations militantes, ou parce que les maires de petites communes rurales désargentées ont besoin de ressources. Ces installations en effet sont outrageusement subventionnées par l'État schizophrène mais d'abord soucieux de ne froisser personne. Et pourtant, campagne présidentielle oblige, la France a connu en 2007 une fièvre verte animée par Monsieur Nicolas Hulot. Les trois candidats principaux sont allés ostensiblement solliciter son adoubement. Nicolas Hulot a même menacé de se présenter lui-même à la présidence si l'engagement écologique d'aucun des trois postulants ne lui avait semblé suffisant. Fin 2007 et une fois élu, Monsieur Sarkozy a tenu son engagement en organisant un étonnant « Grenelle de l'environnement ». Chacun sait que le propre d'une négociation réussie, qu'elle soit commerciale, syndicale, ou politique, est que les protagonistes en sortent mécontents, mais autant que faire se peut à un niveau égal de mécontentement. Eh bien là non, tout le monde était content : le ministre, Nicolas Hulot, les associations, les agriculteurs, le patronat, les scientifiques, les syndicats mêmes étaient contents. Pour la cérémonie de clôture et dans l'euphorie générale on est allé jusqu'à inviter Al Gore (à 200 000 dollars par jour, plus les frais, a persiflé Claude Allègre qui n'aime pas Al Gore). A l'évidence il y avait une erreur quelque part. Le Grenelle de l'environnement est passé complètement inaperçu en dehors de l'hexagone. Si on doit se faire du souci pour la santé de la planète, ce n'est pas la France qui est le cœur du problème.

L'Allemagne aurait atteint ses objectifs Kyoto mais en trichant (fermeture d'industries polluantes dans l'ex RDA). Les émissions de CO2 par tête d'habitant sont les plus élevées d'Europe. Le pays est tributaire du gaz russe pour son énergie et les Russes ne lui feront pas de cadeaux. Le nucléaire fait l'objet d'une phobie viscérale. Les Allemands fondent de grands espoirs sur les éoliennes, et aussi les panneaux solaires ce qui est surprenant dans un pays où le soleil est rare, mais ces gadgets pour vertueux qu'ils soient ne sont absolument pas à la mesure des besoins. Alors ils ont lancé la construction de 40 nouvelles centrales thermiques au charbon, parce qu'il faut bien vivre. Tant pis pour Kyoto. Ils ont demandé à l'Union Européenne un supplément de quotas d'émissions, qui leur a été refusé. Comme si tout cela n'était pas suffisant, ils sont culturellement attachés aux grosses voitures. Ils refusent obstinément de limiter la vitesse sur leurs autoroutes. Ils réagissent violemment aux menaces bruxelloises de taxer les fortes cylindrées parce que leur industrie automobile n'est pas compétitive avec ses concurrentes italienne et française dans le créneau des petits modèles. Et pourtant ils restent volontiers donneurs de leçons en matière de bonne conduite écologique. Politiquement, le gouvernement de coalition pour maintenir un équilibre précaire

doit courtiser un puissant parti « vert » antinucléaire jusqu'au fanatisme. On ne voit pas bien la sortie.

Ces raisons seraient suffisantes pour expliquer l'échec de la réunion de Bali mais il y en a d'autres, transversales et diffuses. On parle de tout à la fois dans le plus grand désordre : réchauffement climatique, niveau moyen de la mer, biodiversité, épuisement des réserves, dégradation des surfaces naturelles, pollution, et cetera... Chacun met en avant ses priorités ou ses obsessions. Les objectifs sont brouillés.

A Kyoto on avait imaginé de laisser fonctionner les marchés dans la pure logique libérale. Mais c'est raté, alors que faire ? Deux écoles s'affrontent. Certains appuyés par la plupart des économistes préconisent une taxe carbone, mais comment la mettre en œuvre ? D'autres, les pays anglo-saxons en particulier, frémissent d'horreur en entendant seulement prononcer le mot « taxe ». Ils expliquent l'échec des marchés d'émissions par le laxisme des objectifs fixés à Kyoto, et par la générosité excessive des allocations ETS distribuées en Europe. Ils préconisent même qu'il n'y en ait plus mais que les permis d'émissions soient vendus aux enchères. C'est un conflit culturel classique, les lois contre les marchés. On n'a pas fini d'en parler.

L'énergie nucléaire reste le symbole du mal absolu. Dans la terminologie officielle, c'est-à-dire onusienne, le terme « énergies renouvelables » englobe l'éolien, le photovoltaïque, l'hydraulique, les biocarburants, le géothermique, et cetera, mais pas le nucléaire. Comme ce n'est à l'évidence pas une énergie fossile, le nucléaire donc formellement n'existe pas. Or c'est la solution et tout le monde le sait, même la chancelière allemande Madame Merkel. Mais il est politiquement et socialement très incorrect de le dire. La France seule assume l'option. Ailleurs on relance des programmes nucléaires mais presque clandestinement et dans le plus grand silence, comme aux États Unis et en Grande Bretagne.

Le charbon fait peur. Cette énergie fossile qu'on croyait d'un autre âge revient en force avec le renchérissement durable du pétrole et du gaz, et il n'y a rien de bien sérieux en face sauf le nucléaire qui est ostracisé. Le charbon est le plus redoutable émetteur qui soit de CO₂, mais il est abondant, pas cher, et il permet de diluer le risque de dépendance énergétique parce qu'on en trouve un peu partout. Les meilleures intentions n'y résisteront peut-être pas comme en atteste le cas de l'Allemagne. La Chine dit-on construirait une centrale au charbon tous les jours. L'Australie, qui elle aussi donne volontiers des leçons de savoir vivre écologique, est un des premiers producteurs mondiaux de charbon. Il va se faire brûler ailleurs.

Les biocarburants sont à la mode. Or on sait maintenant que leur bilan énergétique est nul ou négatif, en fonction de la matière première. C'est-à-

dire que leur élaboration génère autant ou plus d'émissions de gaz à effet de serre que leur utilisation n'en économise. Mais c'est trop tard. Des investissements considérables ont été faits dans l'industrie des biocarburants et d'autres sont projetés tant est forte leur image de vertu. On leur doit l'éradication de millions d'hectares de forêts tropicales mais ce n'est pas tout. L'année 2007 a connu une raréfaction généralisée des produits alimentaires de base, avec en corollaire la hausse des prix de vente à l'autre extrémité de la chaîne de transformation ou de distribution. Ce n'est pas bien grave pour les nantis que nous sommes qui allons payer le pot de yaourt un peu plus cher, mais c'est dramatique pour des milliards de personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté parce qu'elles consacrent leurs très faibles ressources à l'alimentation de subsistance. On a trouvé les coupables, ce sont les Chinois. Ils s'enrichissent et diversifient leur alimentation, et comme ils sont nombreux, ils pèsent sur la demande de produits laitiers et de viande bovine. C'est une explication commode, mais la vérité est plus dérangeante : il est beaucoup plus rentable en effet pour les producteurs de vendre céréales et maïs aux distilleries subventionnées qui payent le prix fort, que de les écouler dans la filière alimentaire aux conditions du marché. La terre est faite pour nourrir les hommes et pas les voitures a-t-on rappelé récemment. C'est un cliché moralisateur un peu ringard certainement, mais il devient tristement d'actualité.

Autre thème diffus d'inquiétude, le transport aérien. Il représenterait aujourd'hui moins de 5% des émissions mais la croissance est exponentielle et dans quelques années si l'on se fonde sur les programmes extravagants des constructeurs les avions seront devenus une nuisance majeure avant même de prendre en compte les dommages collatéraux. Or le transport aérien est l'enfant chéri du public et des médias. Airbus et Boeing sont des bijoux de famille. On n'a pas de mots assez tendres pour les « *low cost carriers* ». Il n'y a pas si longtemps on prenait l'avion pour des raisons professionnelles, ou pour aller visiter des parents ou des amis, ou même on avait cassé sa tirelire pour aller voir un site historique où archéologique dont on avait toujours rêvé. C'était parfaitement légitime. Maintenant on va en avion le plus loin possible pour la seule raison que cela ne coûte presque rien. L'atterrissage va être rude.

Enfin, il y aurait rassurons nous des moyens de s'en sortir, et là aussi bien entendu deux écoles s'affrontent. La première est la méthode radicale préconisée par Sir Nicholas Stern, un économiste britannique, dans un rapport qui lui a été demandé par Tony Blair. C'est simple : engageons immédiatement tous les moyens nécessaires pour stopper la progression des émissions de CO₂. Il en coûtera 1% du PIB mondial a-t-il calculé, et c'est une bonne affaire parce si on ne le fait pas, l'apocalypse climatique attendue coûtera à l'humanité 20% de son PIB. Et si on s'était trompé dans les prévisions, si l'apocalypse annoncée n'était qu'un mythe, eh bien ce n'est pas grave : cela de toute façon ne peut pas faire de mal, et en plus ce n'est pas cher. L'humour britannique sans doute. L'autre courant de pensée est bien exprimé dans le dernier ouvrage de Björn Lomborg intitulé « *cool it* » (Monsieur Lomborg est une des bêtes noires du GIEC). Le réchauffement arctique écrit-il n'est pas en soi une calamité bien au contraire. Il peut en résulter un dérèglement climatique dont les effets seront partout différents. Chaque pays ou chaque région saura s'en prémunir beaucoup plus efficacement et beaucoup plus

économiquement que dans une sorte de gouvernance mondiale complètement irréaliste selon lui. Björn Lomborg par ailleurs rafraîchit les mémoires. Certes la forte canicule de l'été 2003 en Europe a fait 30 000 victimes, mais chaque année dix fois plus de personnes meurent de froid rappelle-t-il, et sans même remonter jusqu'au moyen âge l'arctique a connu entre 1920 et 1940 un très fort réchauffement qui n'a inquiété personne, pour se refroidir ensuite jusqu'en 1990 avant de se réchauffer de nouveau. Les scientifiques engagés dans l'« année polaire » ont fort à faire.

Bali a échoué et c'est tant mieux, parce que les politiques et leurs conseils scientifiques et économiques seront enfin affranchis du calamiteux héritage de Kyoto. On ne pourra plus maintenant se satisfaire de l'affichage des bons sentiments, de l'écologie spectacle, ou des gesticulations vertueuses, et pas plus se payer de mots comme l'inusable « développement durable » ce remède universel. Personne d'ailleurs ne sait très bien ce que cela veut dire, on en trouve une douzaine de définitions. Nous avons tous été émus d'apprendre qu'on avait fait usage d'ampoules à basse consommation pour les décorations de Noël sur les Champs Élysée, à Piccadilly ou sur Time Square, mais le très sérieux Programme des Nations Unies pour le Développement dans son rapport GEO 4 de novembre 2007 lançait cet avertissement : « la logique écologique est incompatible avec la recherche illimitée de la croissance économique ». Il faudra bien avoir le courage de choisir. Les médias n'en ont pas soufflé mot, ce n'est pas avec cela qu'on fait l'audience.

Jean-Philippe HUCHET
Janvier 2008